



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE

N° x – octobre-novembre 2021

En bref

Face à la forte propagation du virus Sars-CoV2 (incidence nationale à 1 075 le 25/11), le gouvernement s'est résigné à confiner depuis le 22 novembre tout le pays pour une période de deux fois dix jours assortie d'une évaluation à mi-parcours. Le double objectif est de tenter d'éviter une tension excessive sur les services de soins intensifs et de motiver les nombreux indécis et réfractaires à se faire vacciner le plus rapidement possible. Si les commerces non essentiels et les services à la personne sont fermés, le système scolaire fonctionne sous régime hybride, sans obligation de présence pour les élèves. Le rappel de vaccination est désormais ouvert à toute personne de 18 ans et plus, 4 mois après la dernière injection. A compter du 13/12, seules les personnes non vaccinées ou non guéries devraient rester confiner. Une vaccination obligatoire à partir de 14 ans devrait être mise en place à partir de février. Les partenaires sociaux se sont entendus pour une ouverture exceptionnelle des commerces non essentiels le dimanche 19 décembre, si la situation sanitaire le permet.

LE CHIFFRE À RETENIR

67,1 %

Part de la population totale autrichienne bénéficiant du schéma vaccinal complet

Zoom sur ...les dispositifs d'aides Corona

En raison du nouveau confinement qui inclut des fermetures administratives dans de nombreux secteurs, le gouvernement n'a eu d'autre choix que de reconduire ou de prolonger certaines aides de soutien et de relance en faveur de l'emploi et des

entreprises touchées. Ainsi les aides mises en place depuis le début de la crise sanitaire telles la compensation partielle des pertes de chiffres d'affaires ou la couverture des coûts fixes sont reconduites jusqu'à fin mars 2022. Des exonérations de certaines taxes et droits de timbres sont reconduites jusqu'à fin juin 2022. De même, le chômage partiel, entré depuis le 1^{er} juillet dans sa 5^{ème} phase, sera reconduit jusqu'en mars 2022. Par ailleurs, afin de favoriser l'embauche dans le secteur touristique, une nouvelle prime est mise en place : chaque nouveau recrutement pendant une période donnée permettra à l'entreprise de récupérer auprès de l'agence pour l'emploi 65 % des coûts salariaux, dès lors que le nouveau salarié n'est pas placé en chômage partiel. A noter également, une prime de 500 EUR nets octroyée sous conditions à chaque salarié en chômage partiel en novembre. Début novembre, le ministère des finances estimait le volume global des aides et mesures liées à la crise sanitaire à 41,3 Mrd EUR.

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Croissance à moyen terme de 2,6 % par an

Les dernières prévisions macroéconomiques à moyen terme font état d'une croissance moyenne de 2,6 % par an entre 2022 et 2026, largement supérieure à la croissance moyenne de 1,5 % entre 2010 et 2019. Cette croissance à moyen terme s'appuie essentiellement sur la reprise économique et surtout sur la forte demande des ménages : pour 2022, l'institut de conjoncture Wifo estime que la consommation privée devrait progresser de 6,4 %, portée en partie par la réforme fiscale (abaissement du taux d'imposition de la 2^{ème} tranche, augmentation de la déduction fiscale famille, etc.). De plus, les allègements intégrés à la réforme fiscale écosociale au profit des ménages devraient atteindre 2,8 Mrd EUR en 2022, progressant à 7 Mrd EUR à l'horizon 2026. Le taux d'épargne des ménages

devrait, selon les économistes, lentement se réduire, passant de 14,4 % en 2020 à 5,6 % en 2026. L'inflation est estimée par le Wifo à 3,1 % en 2022, se tassant à 2,1 % en 2026. Sous ces conditions, le déficit public pourrait atteindre 0,4 % du PIB en 2026, la dette publique se situant alors à 71 % du PIB.

2. Inflation : +4,1% en novembre

Selon une estimation rapide de l'institut national de la statistique, l'inflation (IPCH) en novembre devrait atteindre 4,1 % en glissement annuel, portée principalement par les prix de l'énergie et des carburants. Il faut remonter à mai 1992 pour retrouver un niveau comparable.

3. Echanges

Les investissements directs étrangers étaient en retrait en 2020

Après le point culminant en 2019, les investissements directs autrichiens à l'étranger s'inscrivent en baisse en 2020 sur fond de crise sanitaire: les stocks sortants

de l'Autriche retombent sous le seuil de 200 Mrd EUR (193 Mrd EUR soit 51 % du PIB) tandis que les stocks entrants reculent à 163 Mrd EUR (43 % du PIB), soit respectivement 20 Mrd EUR et 9 Mrd EUR de moins. On note notamment le désinvestissement du fonds souverain d'Abu Dhabi dans l'entreprise chimique Borealis à hauteur de 4,1 Mrd EUR. La France était en stock le 9^{ème} investisseur direct étranger en Autriche (2019 : 11^{ème}). Ses filiales étaient en 2019 les 7^{èmes} en nombre, 8^{èmes} en chiffre d'affaires et 6^{èmes} en nombre d'emplois. Selon Business France, 13 projets d'investissements ont été réalisés par des entreprises autrichiennes l'an dernier. Malgré l'augmentation du nombre d'entreprises autrichiennes présentes en France, leurs chiffres d'affaires et nombres d'employés étaient en fort recul entre 2018 et 2019 ce qui s'explique par une opération financière affectant indirectement la France (restructuration du groupe d'ameublement Steinhoff impliquant Conforama). Ce dernier est sur le point d'être à nouveau repris par une société autrichienne, XXXLutz qui, après BUT, et conjointement avec l'investisseur financier américain CD&R, a annoncé vouloir reprendre Conforama France. Cette acquisition ferait de Lutz le deuxième plus grand distributeur de meubles au monde, après IKEA. La transaction est en attente de l'accord de l'Autorité de la concurrence.

Politique économique et sociale

1. Emploi

Chômage partiel prolongé

En raison du 4^{ème} confinement imposé par la pandémie, dans le souci de préserver l'emploi autant que faire se peut, le ministre du travail a, après concertation avec les partenaires sociaux, annoncé la prolongation du dispositif de chômage partiel pour les

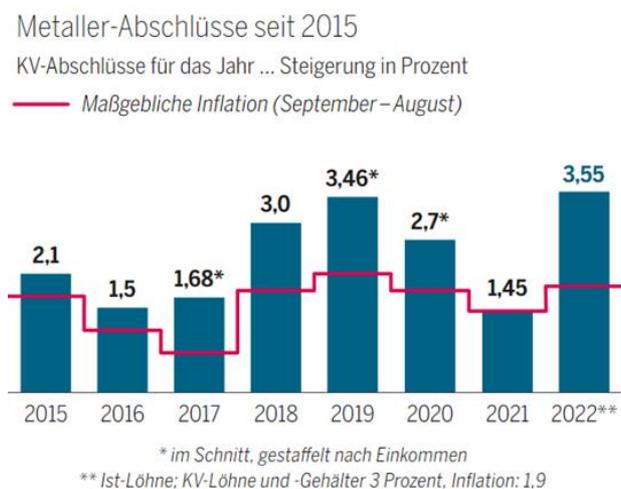
entreprises particulièrement touchées. Initialement arrivant à terme le 31 décembre, la 5^{ème} phase est reconduite jusqu'à fin mars 2022. Les conditions d'octroi devraient être allégées. De plus, une prime à l'embauche, principalement destinée au secteur du tourisme, permettra aux entreprises du secteur et recrutant de la main d'œuvre entre le 3 novembre et le 12 décembre de bénéficier de la prise en charge par l'agence pour l'emploi AMS de 65 % des coûts salariaux bruts. Enfin, chaque salarié touché par le chômage partiel de longue durée se verra attribuer une prime de 500 EUR nets s'il est placé en chômage partiel en novembre, s'il ne perçoit pas plus de 2 775 EUR de revenus mensuels bruts et s'il cumule au moins 10 mois d'activité réduite depuis mars 2020. Malgré le confinement, le nombre de demandeurs d'emploi a reculé fin novembre de plus de 101 000 personnes en glissement annuel. Le nombre de salariés en chômage partiel est reparti à la hausse en novembre : Si, en juillet, seuls 11 000 salariés étaient déclarés en activité réduite, ils étaient presque 82 000 fin novembre.

2. Questions sociales

Après plusieurs journées de négociation infructueuses et des débrayages dans de nombreuses entreprises du secteur, les partenaires sociaux de la métallurgie ont réussi à trouver un accord pour les quelque 190 000 salariés de la branche : les salaires réels seront revalorisés de 3,55 % avec effet rétroactif à partir du 1^{er} novembre 2021. Les gratifications des apprentis sont augmentées en moyenne de 5,5 %. Le salaire mensuel brut minimum de la métallurgie est ainsi porté depuis le 1^{er} novembre 2021 à 2 089,87 EUR. Parallèlement, les salariés du commerce et de l'artisanat des métaux, y compris la mécanique automobile et l'installation de chauffage, verront leurs émoluments augmenter de 3,45 % dès le 1^{er} janvier 2022. Le salaire mensuel brut minimum du secteur atteindra 2 069 EUR.

Dans le sillage de la sidérurgie/métallurgie et de l'industrie des métaux, le commerce de détail, qui emploie plus de 430 000 salariés et où les coûts de personnels pèsent plus lourds dans les comptes des entreprises du secteur, verra les salaires augmenter en moyenne de 2,8 %. Le salaire mensuel brut minimum s'établira à 1 800 EUR.

Figure 1 : Revalorisations salariales annuelles dans la métallurgie depuis 2015 (en rouge, l'inflation)



Source : Der Standard, APA

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Le groupe Raiffeisen quitte la Bulgarie

La *Raiffeisen Bank International* (RBI), présente dans 13 pays de l'Europe Centrale et de l'Est, annonce pour mi-2022 la vente de sa filiale bulgare à la banque néerlandaise KBC Bank pour 1 Mrd EUR. Le produit de cette vente permettra à RBI d'augmenter de 0,9 point son ratio de capitaux propres. A la fin du mois de septembre 2021, le ratio de fonds propres CET-1 était de 13,2 %, en recul de 0,7 point en

glissement annuel. Le résultat net était en hausse de plus de 76 % pour atteindre 1,1 Mrd EUR. Conformément à la décision de la Banque centrale européenne de ne pas prolonger sa recommandation concernant les dividendes au-delà de septembre 2021, un dividende supplémentaire de 0,75 EUR par action a été versé aux actionnaires pour l'année 2020, en complément du dividende de 0,48 EUR déjà versé. La Raiffeisenbank Bulgaria, qui a été créée par RBI en 1994, compte 140 agences, 2 500 employés et 600 000 clients. Le total de bilan s'élève à 5 Mrd EUR, le résultat net a atteint 30 M EUR en 2020 après 66 M EUR en 2019.

Par ailleurs, l'autre grande banque commerciale de l'Autriche, le groupe *Erste*, affiche pour les neuf premiers mois de l'année un résultat net de 1,4 Mrd EUR (+800 M EUR), le ratio de fonds propres CET-1 restant stable à 14,2 %. Le 25 novembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire, il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende supplémentaire de 1 EUR par action pour 2020 après un premier versement de 0,50 EUR.

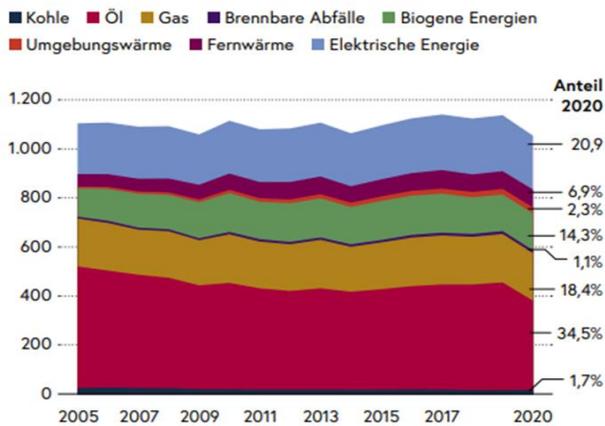
2. Energie et environnement

La consommation énergétique affectée par la crise sanitaire

Du bilan énergétique pour l'Autriche en 2020 établi par Statistik Austria, il ressort que, sur fond de crise sanitaire, la consommation énergétique a diminué de 8 % pour atteindre 1 053 pétajoules (PJ). Toutes les sources d'énergie sont concernées par ce recul, sauf la consommation du charbon par l'industrie qui augmente de 5 % à 18 PJ. Ce développement s'explique par la baisse de l'énergie nécessaire pour le transport (représentant près d'un tiers de la consommation totale d'énergie), notamment aérien (-66 %), la consommation de gazole et d'essence pour le transport routier reculant de 13 %. La consommation des ménages reste stable par rapport au niveau de 2019 (281 PJ), celles de l'industrie et du

secteur des services augmente de 3 % chacune pour atteindre respectivement 307 PJ et 108 PJ.

Figure 2 : consommation énergétique finale par source entre 2005 et 2020



Source : BMK

S'agissant de la production d'énergie, un recul a été observé pour les principales sources d'énergie fossile (pétrole : -14 % à 24 PJ, gaz : -18 % à 26 PJ). En revanche, la production d'énergies renouvelables a augmenté de 2 % pour atteindre 441 PJ. Les taux de croissance les plus élevés ont été observés pour l'énergie hydraulique (+3 % à 151 PJ) et l'énergie photovoltaïque (+20 % à 7 PJ). Au total, en 2020, la production d'énergie s'est située à peu près au même niveau que l'année précédente.

3. Tourisme

Augmentation du contingent de saisonniers dans le tourisme et l'agriculture

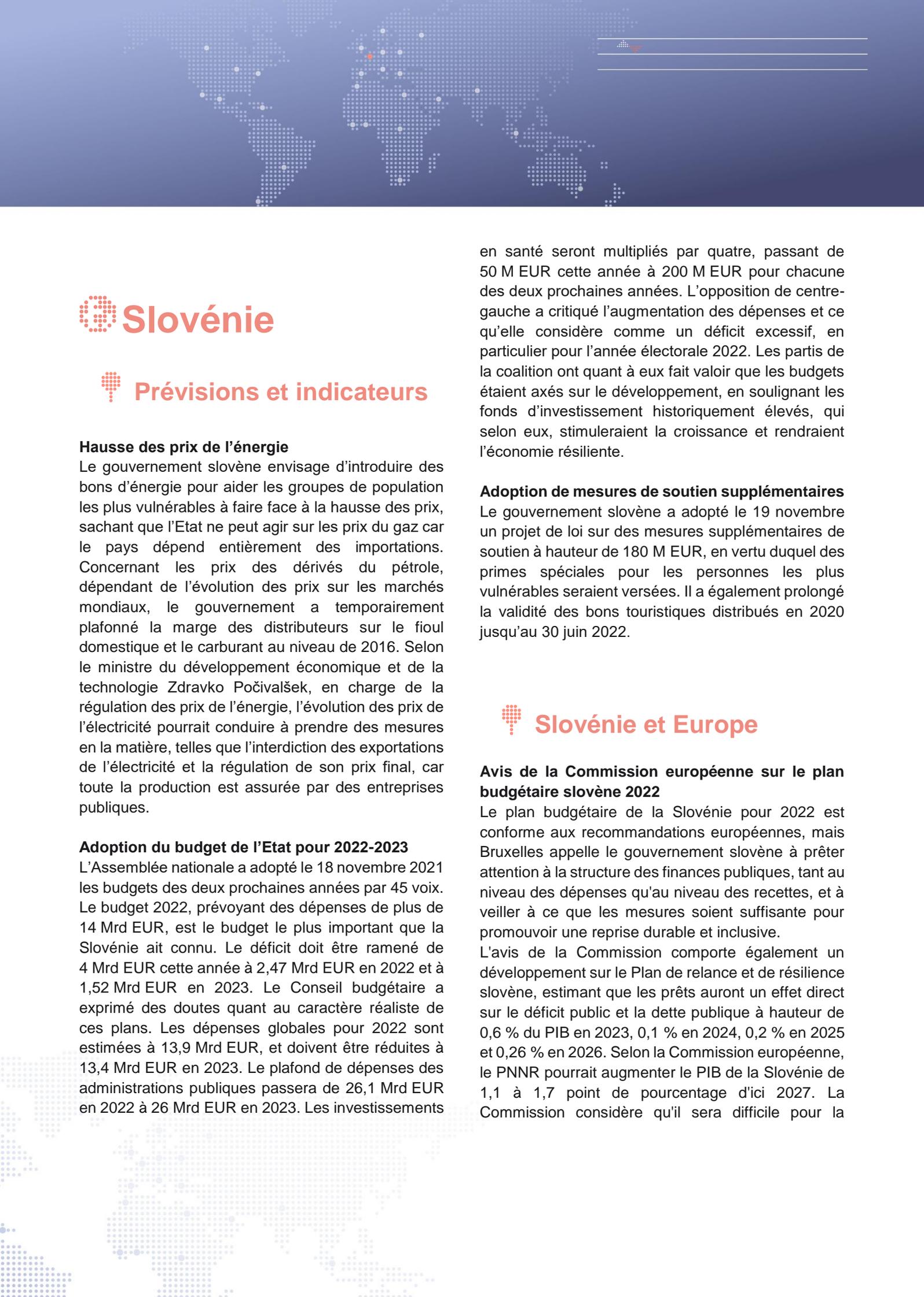
L'Autriche connaît de plus en plus de difficultés pour recruter des travailleurs saisonniers étrangers. Le secteur agricole est confronté depuis plusieurs années à ce phénomène, notamment en raison du salaire minimum versé en Allemagne, supérieur aux accords de branche signés en Autriche. Déjà affecté par la pandémie et les incertitudes sur le déroulement de la saison de sports d'hiver 2021/2022, le secteur

touristique est également fortement dépendant de la main d'œuvre étrangère. Ainsi le ministre du travail, Martin Kocher, propose d'augmenter le contingent de travailleurs saisonniers dans ces secteurs de 60 % pour atteindre 2 000 emplois avec la possibilité de dépasser cette jauge de 50 % (soit 3 000 emplois) auxquels s'ajoutent les 1 000 travailleurs saisonniers récurrents. Avec le Brexit, de nombreux Britanniques cherchent des emplois saisonniers en Autriche comme moniteurs de ski et doivent obtenir une autorisation de travail pays tiers. Les secteurs agricole et sylvicole estiment le besoin en travailleurs saisonniers récurrents à 2 200

4. Agriculture

2^{ème} cas de grippe aviaire en 2021

Jusque-là épargnée (un seul cas au printemps), l'Autriche vient de recenser un nouveau cas de grippe aviaire dans un petit élevage de poulets de Basse-Autriche. Les volailles ont été abattues sous contrôle vétérinaire. Face à cette nouvelle situation, le ministère de la santé a décidé de confiner tous les élevages de plus de 350 volailles situés dans les zones à hauts risques telles que définies par l'ordonnance du 25 novembre.



Slovénie

Prévisions et indicateurs

Hausse des prix de l'énergie

Le gouvernement slovène envisage d'introduire des bons d'énergie pour aider les groupes de population les plus vulnérables à faire face à la hausse des prix, sachant que l'Etat ne peut agir sur les prix du gaz car le pays dépend entièrement des importations. Concernant les prix des dérivés du pétrole, dépendant de l'évolution des prix sur les marchés mondiaux, le gouvernement a temporairement plafonné la marge des distributeurs sur le fioul domestique et le carburant au niveau de 2016. Selon le ministre du développement économique et de la technologie Zdravko Počivalšek, en charge de la régulation des prix de l'énergie, l'évolution des prix de l'électricité pourrait conduire à prendre des mesures en la matière, telles que l'interdiction des exportations de l'électricité et la régulation de son prix final, car toute la production est assurée par des entreprises publiques.

Adoption du budget de l'Etat pour 2022-2023

L'Assemblée nationale a adopté le 18 novembre 2021 les budgets des deux prochaines années par 45 voix. Le budget 2022, prévoyant des dépenses de plus de 14 Mrd EUR, est le budget le plus important que la Slovénie ait connu. Le déficit doit être ramené de 4 Mrd EUR cette année à 2,47 Mrd EUR en 2022 et à 1,52 Mrd EUR en 2023. Le Conseil budgétaire a exprimé des doutes quant au caractère réaliste de ces plans. Les dépenses globales pour 2022 sont estimées à 13,9 Mrd EUR, et doivent être réduites à 13,4 Mrd EUR en 2023. Le plafond de dépenses des administrations publiques passera de 26,1 Mrd EUR en 2022 à 26 Mrd EUR en 2023. Les investissements

en santé seront multipliés par quatre, passant de 50 M EUR cette année à 200 M EUR pour chacune des deux prochaines années. L'opposition de centre-gauche a critiqué l'augmentation des dépenses et ce qu'elle considère comme un déficit excessif, en particulier pour l'année électorale 2022. Les partis de la coalition ont quant à eux fait valoir que les budgets étaient axés sur le développement, en soulignant les fonds d'investissement historiquement élevés, qui selon eux, stimuleraient la croissance et rendraient l'économie résiliente.

Adoption de mesures de soutien supplémentaires

Le gouvernement slovène a adopté le 19 novembre un projet de loi sur des mesures supplémentaires de soutien à hauteur de 180 M EUR, en vertu duquel des primes spéciales pour les personnes les plus vulnérables seraient versées. Il a également prolongé la validité des bons touristiques distribués en 2020 jusqu'au 30 juin 2022.

Slovénie et Europe

Avis de la Commission européenne sur le plan budgétaire slovène 2022

Le plan budgétaire de la Slovénie pour 2022 est conforme aux recommandations européennes, mais Bruxelles appelle le gouvernement slovène à prêter attention à la structure des finances publiques, tant au niveau des dépenses qu'au niveau des recettes, et à veiller à ce que les mesures soient suffisantes pour promouvoir une reprise durable et inclusive.

L'avis de la Commission comporte également un développement sur le Plan de relance et de résilience slovène, estimant que les prêts auront un effet direct sur le déficit public et la dette publique à hauteur de 0,6 % du PIB en 2023, 0,1 % en 2024, 0,2 % en 2025 et 0,26 % en 2026. Selon la Commission européenne, le PNNR pourrait augmenter le PIB de la Slovénie de 1,1 à 1,7 point de pourcentage d'ici 2027. La Commission considère qu'il sera difficile pour la

Slovénie de nouveau en 2022 de mettre en œuvre tous les investissements envisagés dans le budget, la réalisation des investissements ayant été plus lente que prévu dans les années passées.

Fonds REACT-EU

La Commission européenne a annoncé le 24 novembre l'allocation à la Slovénie, en provenance du fonds REACT-EU, d'un peu moins de 15,7 M EUR pour 2022. Environ 11 Mrd EUR (en prix courants) seront disponibles pour les 27 États membres l'année prochaine, en plus des près de 40 Mrd EUR disponibles en 2021.

Veille sectorielle

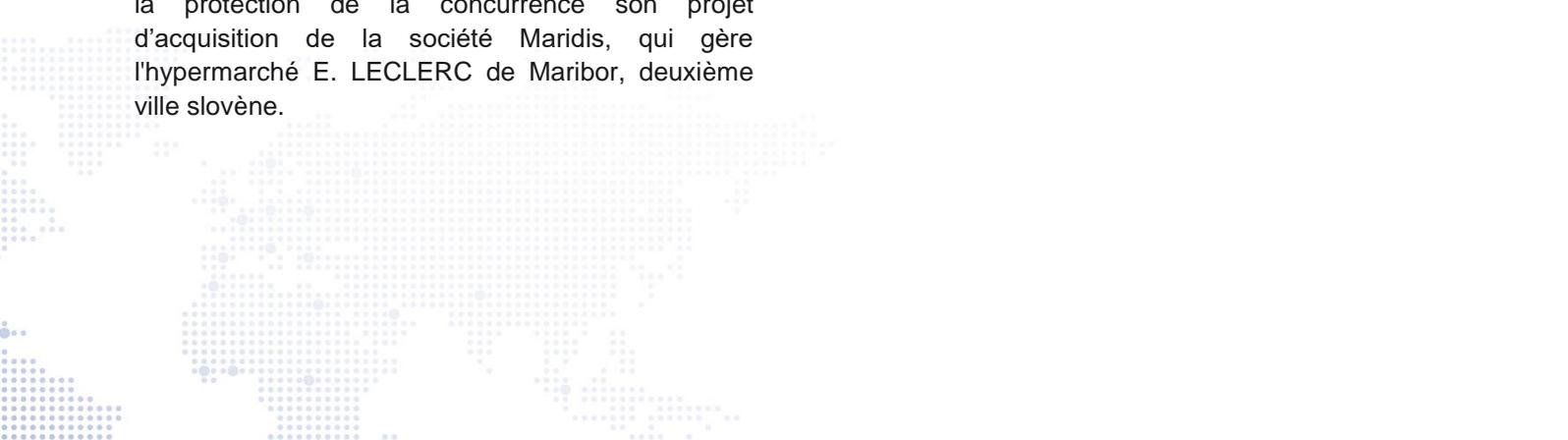
1. Energie

Nucléaire : construction à partir de 2022 du site de stockage à sec des déchets

Ce site recevrait des déchets radioactifs de faible et moyenne activité. Il est situé à proximité de la centrale de Krško. L'étude d'impact environnemental est achevée et le permis de construire est attendu prochainement, tout comme le choix de l'attributaire du marché. La durée du chantier est estimée à trois ans.

Relations bilatérales

E. LECLERC est implanté en Slovénie depuis 2000. La société Rudnidis, qui est le propriétaire et gestionnaire du magasin E. Leclerc de Ljubljana (la capitale), a notifié le 23 novembre 2021 à l'Agence de la protection de la concurrence son projet d'acquisition de la société Maridis, qui gère l'hypermarché E. LECLERC de Maribor, deuxième ville slovène.



Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

octobre-novembre 2021

	Prévisionnistes internationaux							Prévisionnistes nationaux						
	OCDE		FMI		Commission européenne		OeNB			WIFO		IHS		
	mai 2021		oct 2021		mai & juil 2021		juin 2021			oct 2021		oct 2021		
2020	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2023	2021	2022	2021	2022	
Principaux indicateurs														
Evolution annuelle en %														
PIB réel (1)	-6,7	3,4	4,2	3,9	4,5	3,8	4,5	3,9	4,2	1,9	4,4	4,8	4,5	4,5
Consommation privée (réel)	-8,5	3,0	4,9			3,0	5,3	4,0	5,8	1,8	4,5	6,0	4,0	4,9
Demande des administrations publiques (réel)	-0,5	1,3	1,1			3,3	1,1	2,1	0,5	0,8	2,4	-0,8	2,3	0,8
Formation brute de capital fixe (réel)	-4,6	4,6	4,1			4,8	3,3	4,7	3,3	1,8	8,2	4,1	7,1	3,8
Exportations (réel)	-10,8	7,2	7,8	7,7	5,3	7,5	7,2	7,1	6,4	3,4	8,6	8,9	9,4	7,7
Importations (réel)	-9,4	7,9	7,3	8,4	4,6	8,2	6,6	7,4	6,3	3,0	9,9	8,2	9,4	6,6
Productivité 2)		2,4	3			2,6	1,4	2,8	2,8	1,2	-1,9	0,9	2,1	2,5
Déflateur du PIB	0,7	1,1	1,5	2,3	2,3	1,3	1,7	2,3	1,9	1,6	2,2	2,5	1,3	1,8
IPCH 1)	1,4	2,0	1,9	2,5	2,4	2,1	1,9	2,0	1,8	1,8	2,8	3,0	2,6	2,3
Coûts unitaires du travail	7,6	-0,3	-0,8			-1,5	-1,1	-0,6	0,1	1,4	-0,4	0,4	-0,6	0,0
Emploi salarié 3)	-2,0	1,1	1,3	0,6	1,0	1,2	1,3	1,1	1,4	0,7	2,3	1,9	2,4	2,0
en % de la population active														
Taux de chômage	5,4	5,1	4,8	6,4	6,0	5,0	4,8	5,2	4,8	4,6			6,4	5,8
en % du PIB nominal														
Balance courrante	1,9	1,6	2,3	1,6	2,0	2,2	2,7	2,1	2,2	2,4	-0,1	0,0		
Solde des finances publiques	-8,3	-7,3	-3,1	-5,8	-2,9	-7,6	-3,0	-6,9	-2,8	-2,0	-6,3	-1,9	-6,7	-2,8
Les hypothèses														
Prix du pétrole en USD/baril 1)	40,6	64,0	65	65,7	64,5	68,7	68,3	65,8	64,6	61,9	69,0	69,0	70,0	71,5
Taux d'intérêt à court terme en %	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-0,4	-0,5	-0,5
Taux de change USD/EUR	1,14	1,2	1,2	1,19	1,21	1,20	1,20	1,21	1,21	1,21	1,19	1,13	1,19	1,19

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

1) European Commission: Summer 2021

2) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

3) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 13/10/2021

Dernière mise à jour le 08/10/2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international